

Compte rendu

Ouvrage recensé :

Max, Frédéric. *La Corée du sud*, Paris, L'Harmattan, 1984, 228 p.

par Pierre Villeneuve

Études internationales, vol. 15, n° 4, 1984, p. 972-973.

Pour citer ce compte rendu, utiliser l'adresse suivante :

URI: <http://id.erudit.org/iderudit/701781ar>

DOI: 10.7202/701781ar

Note : les règles d'écriture des références bibliographiques peuvent varier selon les différents domaines du savoir.

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter à l'URI <https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. Érudit offre des services d'édition numérique de documents scientifiques depuis 1998.

Pour communiquer avec les responsables d'Érudit : info@erudit.org

MAX, Frédéric. *La Corée du Sud*, Paris, L'Harmattan, 1984, 228 p.

La publication de ce volume se situe dans la mouvance du grand intérêt suscité chez la grande majorité des pays occidentaux par de nouveaux venus sur la scène économique internationale qui se sont mis en évidence durant la décennie précédente, de par leurs performances économiques. Ces derniers ont été baptisés les nouveaux pays industrialisés: la Corée du Sud ou République de Corée est évidemment un de ces « champions » de la croissance économique.

En considérant la littérature récente sur la Corée du Sud, force est de constater l'engouement pour l'expérience économique sud-coréenne et ce, au point de négliger, abusivement parfois, les aspects politiques, sociaux et culturels qui sont indissociables de la dimension économique. Une telle orientation dans les écrits ne peut que générer une incompréhension et amputer ainsi le « réel » de ce pays.

L'ouvrage de Frédéric Max cherche à combler quelque peu ce déséquilibre dans la littérature présente. En effet, les deux parties les plus importantes de son travail portent sur la société coréenne et son histoire. Quatre parties composent ce volume: le pays, l'histoire, la population et l'économie. À noter, la présence de quelques courts textes anciens et contemporains en référence, un index alphabétique et six cartes géographiques.

La première partie comprend deux chapitres qui portent successivement sur une description géographique générale de la péninsule coréenne, suivie par une description plus précise en fonction d'un découpage géographique de celle-ci. On y trouve plusieurs détails intéressants sur les différentes ressources agricoles et minières, sur le climat, le relief et sur les sites historiques. Cependant, cette première nous donne l'impression que nous sommes en train de lire un guide touristique; particulièrement dans le cas de Séoul, où l'on penserait assister à un véritable tour de ville.

La seconde partie traite de l'histoire de la Corée. Trois chapitres la composent: l'ancien-

ne Corée, de l'occupation japonaise à la guerre de Corée et la République de Corée, de la guerre à nos jours. L'auteur nous transporte alors des temps immémoriaux des fondateurs mythiques du pays jusqu'au début de la décennie des années quatre-vingt. Un tel parcours dans le temps raconté en cinquante-deux pages, exige une grande concision: ce que Frédéric Max semble avoir réussi ici. De par sa forme et son contenu, cette partie est la plus intéressante de toutes.

La troisième partie, quant à elle, s'intéresse à la société coréenne. Trois chapitres nous informent sur la culture, les religions et les sectes, la vie privée et publique. Cette partie aurait pu constituer le coeur de cet ouvrage si chaque chapitre avait offert une couverture moins globale, voire superficielle, de chaque sujet abordé, sans parler des quelques redites. Le style que nous retrouvons ici, est proche de celui de la première partie: il se situe entre celui du guide touristique et celui du journaliste moyen. Certes, il y a des données pertinentes, mais certaines remarques auraient gagné à être davantage explicitées, comme celle entre autres, sur la tolérance des pratiques sociales jugées « rétrogrades » il y a quelque temps par les autorités politiques et celle sur la violence, que l'auteur dit « terrifiante », très familière aux Coréens.

La dernière partie aborde le domaine de l'économie. Elle est subdivisée en deux sous-parties: l'économie et la situation actuelle, celle-ci traitant des principaux événements politiques et économiques qui ont eu lieu entre 1981 et 1983. Comme on pouvait s'y attendre, le chapitre sur l'économie a été réduit au minimum: il compte seulement neuf pages où sont résumées quelques données de base sur les infrastructures, l'énergie, les ressources agricoles, la pêche, l'extraction minière, l'industrie et le commerce extérieur. Du côté des événements politiques depuis 1981, l'auteur trace un tableau rapide des relations extérieures de la Corée du Sud avec la Chine, le Japon, les États-Unis, les pays communistes, y compris la Corée du Nord, et la France. Par la suite, la situation politique interne est décrite sommairement. De nouvelles données économiques sur l'orientation du V^{ème} plan et un

juste rappel que la croissance économique de ce petit pays, est loin du miracle que certains ont cru voir, terminent cette quatrième partie. Au niveau du traitement, cette dernière se situe entre la deuxième et la troisième.

L'ouvrage de Frédéric Max, de toute évidence, en est un de vulgarisation : il ne saurait satisfaire celui ou celle qui s'intéresse sérieusement à la Corée du Sud. Dès le départ, ce genre d'ouvrage prête facilement le flanc à la critique : ce qui explique la plupart des reproches que nous avons pu formuler jusqu'ici, quant au fond. Pour ce qui est de la forme cependant, le style de l'auteur est quelque peu inégal et il y eut été préférable de regrouper davantage de données sous une forme simplifiée par l'ajout de tableaux et de graphiques. Néanmoins, l'ouvrage de Max peut constituer un point de départ pour le profane désireux de faire connaissance avec ce pays.

Pierre VILLENEUVE

*Département de science politique
Université Laval, Québec*

SHAH, Said A. (Éd.), *India : Degradation and Development*. Secunderabad (Inde), M. Veenkatarangaiya Foundation, 1982.

L'ouvrage de Said Shah, *India Degradation and Development*, peut être fièrement ajouté à une littérature, dont le volume est réduit mais croissant, qui provient du tiers monde et fait éclater certaines des doctrines conventionnelles. Ce qui s'avère le plus rafraîchissant dans cette étude est qu'elle démontre on ne peut plus clairement que le dogmatisme ne peut jamais remplacer l'analyse. Cela ne veut pas dire que cet ouvrage est dénué d'opinion, puisqu'il est évident que ce n'est pas le cas, mais plutôt qu'il s'agit d'une sérieuse tentative en vue de considérer la réalité, tout en vérifiant et, si nécessaire, en remettant en question des aspects de cette opinion.

Selon le responsable de la publication, le docteur S. A. Shah, les deux visions opposées du développement indien depuis l'indépendance peuvent être résumées comme suit : 1) l'amélioration du taux de croissance a créé les conditions pré-requises à un imminent et im-

portant bond en avant ; 2) les riches se sont approprié de façon disproportionnée des gains qui se sont produits. Bien que les neuf collaborateurs s'associent tous eux-mêmes à la seconde perspective, ils ne le font pas comme s'il s'agissait d'un article de foi mais, plutôt, l'adoptent après une analyse réfléchie des données disponibles. On peut considérer comme l'une des démonstrations les plus éloquents du problème l'observation selon laquelle l'Inde, pour ce qui est du nombre des travailleurs professionnels et qualifiés, se classe au troisième rang dans le monde. Alors que ce groupe se développait, le fossé entre les riches et les pauvres s'élargissait, la qualité de vie de la moitié des 680 millions habitants de l'Inde se détériorant depuis l'indépendance formelle. Bien que des réformes institutionnelles aient été instaurées sur le front politique, et que la substitution aux importations et l'orientation vers la croissance des exportations soient devenues les caractéristiques centrales de la politique économique, le chômage et l'inflation se sont élevés au cours des années 70 et la production a stagné. Le contexte international, caractérisé par la crise économique globale et l'intensification de la rivalité entre les deux superpuissances, a peu fait pour améliorer la situation.

Les deux premiers auteurs, Ranjit Sau et Nirmal Chandra, centrent leur analyse respective sur les obstacles à la croissance – les relations agraires et le caractère subordonné de l'économie de l'Inde. Pour les lecteurs non familiers avec les polémiques au sein de la gauche indienne, le ton employé par Sau dans son article peut sembler légèrement ulcéré, puisqu'il s'agit de la réponse à une critique formulée à l'encontre de son ouvrage précédent. Soit dit entre parenthèses, il aurait été utile que le directeur de la publication fournisse un bref résumé des principales questions impliquées dans les débats. Nonobstant cela, les questions qui ont émergé sont importantes. Le manque de pouvoir d'achat de l'immense majorité de la population indienne est une condition suffisante mais non nécessaire pour expliquer pourquoi le capitalisme a perdu sa capacité de se développer en Inde. Soutenir, comme il le fait, que le trait prédominant de l'économie est celui de la stagnation ne re-